



**NATIONS
UNIES**

UNEP/SPP-CWP/OEWG.2/4*



**Programme
des Nations Unies
pour l'environnement**

Distr. [distribution]
28 août 2023

Français
Original : anglais

**Groupe de travail spécial à composition non limitée chargé
d'examiner la création d'un groupe d'experts sur l'interface
science-politiques au service de la gestion rationnelle des produits
chimiques et des déchets et de la prévention de la pollution
Deuxième session**

Nairobi, 11–15 décembre 2023

Point 4 de l'ordre du jour provisoire**

**[Élaboration de propositions concernant la création d'un groupe
d'experts sur l'interface science-politiques]**

Modalités institutionnelles et règlement intérieur des sessions de la plénière

Note du Secrétariat

I. Introduction

1. À la reprise de sa cinquième session, qui s'est tenue à Nairobi du 28 février au 2 mars 2022, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement a décidé, par sa résolution 5/8, de créer un groupe d'experts sur l'interface science-politiques au service de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets et de la prévention de la pollution, les détails devant être précisés conformément à la résolution.
2. Par la même résolution, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement a décidé de créer un groupe de travail spécial à composition non limitée qui serait chargé d'élaborer, à l'intention du groupe d'experts sur l'interface science-politiques, des propositions d'examen d'un certain nombre de questions, notamment la structure institutionnelle et la gouvernance du groupe d'experts [par. 5 a)], les modalités relatives à la fourniture de services de secrétariat au groupe d'experts [par. 5 h)], les propositions concernant le financement volontaire des travaux du groupe d'experts [par. 5 i)] et le règlement intérieur et les principes de fonctionnement régissant les travaux du groupe d'experts [par. 5 j)].
3. La section II du présent document contient une réflexion sur les principales caractéristiques de la structure du groupe d'experts et une présentation de propositions relatives aux modalités institutionnelles le concernant. La section III comporte une table des matières qui peut servir de point de départ à l'élaboration du règlement intérieur des sessions de la plénière. Le présent document est complété par le document d'information [UNEP/SPP-CWP/OEWG.2/INF/4](#).

* Nouveau tirage pour raisons techniques (13 novembre 2023).

** UNEP/SPP-CWP/OEWG.2/1.

II. Modalités institutionnelles

4. **Les modalités institutionnelles définissent l'architecture nécessaire au fonctionnement du groupe d'experts et à l'accomplissement de ses fonctions.** Cinq exemples d'interfaces science-politiques (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, Groupe international d'experts sur les ressources, processus du Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial (projet GEO) et les groupes d'évaluation du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone) ont été examinés à travers le prisme de leurs caractéristiques organisationnelles. Les modalités institutionnelles englobent souvent les modalités financières, et chacune de celles qui ont été examinées disposait :

- a) D'un organe de décision ;
- b) D'un ou plusieurs organes de contrôle administratif et scientifique ;
- c) D'autres organes chargés de conduire ou d'appuyer les travaux de l'interface science-politiques ;
- d) D'un secrétariat.

5. **Les modalités institutionnelles sont examinées au regard de la composition, des modalités de travail et des fonctions¹.**

a) **Composition.** La composition a trait à la question de savoir qui fait partie de l'organe ou du mécanisme. Les options présentées ci-dessous visent à répondre au fait, énoncé au point b) du paragraphe 6 de la résolution 5/8 de l'Assemblée pour l'environnement, qu'il importe que le groupe remplisse les conditions suivantes : « être interdisciplinaire, en veillant à ce que des experts possédant diverses compétences disciplinaires fournissent des contributions, assurer une participation inclusive, notamment des peuples autochtones, et assurer une représentation équitable en matière géographique et régionale, ainsi qu'entre les femmes et les hommes ».

b) **Modalités de travail.** Les modalités de travail englobent les considérations liées à la manière dont l'organe ou le mécanisme conduit ses travaux. Les options présentées ci-dessous visent à répondre au fait, énoncé aux points c), f) et h) du paragraphe 6 de la résolution 5/8 de l'Assemblée pour l'environnement, qu'il importe que le groupe remplisse les conditions suivantes : « disposer de procédures visant à garantir la transparence et l'impartialité [de ses] travaux ainsi que la crédibilité et la solidité scientifique des rapports et évaluations qu'il produit » ; « être en mesure de régler les éventuels conflits d'intérêts et de protéger des informations commerciales sensibles » ; « être rentable et doté de la structure la plus légère possible permettant d'obtenir les résultats ayant la plus forte incidence possible ».

c) **Fonctions.** Les fonctions sont liées aux résultats escomptés de l'organe ou du mécanisme. Les options présentées ci-dessous visent à répondre au fait, énoncé aux points d), e) et g) du paragraphe 6 de la résolution, qu'il importe que le groupe « [entreprenne] des travaux qui, tout en ne faisant pas double emploi, complètent ceux des accords multilatéraux, autres instruments internationaux et organes intergouvernementaux compétents, y compris ceux qui sont membres du Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques, [assure], s'il y a lieu, la coordination de ses activités avec celles d'autres organes scientifiques et politiques, tels que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, [et dispose] de la souplesse requise pour répondre, dans toute la mesure possible, aux besoins recensés par les parties prenantes et approuvés par ses gouvernements membres, et pour s'acquitter de ses principales fonctions ».

A. Organe de décision

6. **L'organe de décision d'une interface science-politiques est généralement à l'image de la composition de l'interface.** L'Assemblée pour l'environnement considère, au paragraphe 3 de sa résolution 5/8, que « le groupe d'experts devrait être un organe intergouvernemental indépendant doté d'un programme de travail approuvé par les gouvernements qui en font partie en vue de fournir des données scientifiques pertinentes utiles à l'élaboration des politiques sans pour autant

¹ Cette approche en trois volets est conforme à celle qu'expose Sheila Jasanoff dans Judgment Under Siege: The Three-Body Problem of Expert Legitimacy, in Democratization of Expertise? Exploring Novel Forms of Scientific Advice in Political Decision-Making, Sabine Maassen et Peter Weingart, éd. (p. 209 à 224), (Royaume des Pays-Bas, Dordrecht : Springer, 2005).

être prescriptif ». Les caractéristiques de l'organe de décision contribuent également à garantir, conformément à la résolution 5/8 de l'Assemblée, aux points a) à e) du paragraphe 6, la satisfaction des conditions suivantes :

- a) Produire des résultats qui soient utiles à l'élaboration des politiques sans être prescriptifs ;
- b) Être interdisciplinaire, en veillant à ce que des experts possédant diverses compétences disciplinaires fournissent des contributions, assurer une participation inclusive, notamment des peuples autochtones, et assurer une représentation équitable en matière géographique et régionale, ainsi qu'entre les femmes et les hommes ;
- c) Disposer de procédures visant à garantir la transparence et l'impartialité des travaux du groupe d'experts ainsi que la crédibilité et la solidité scientifique des rapports et évaluations qu'il produit ;
- d) Entreprendre des travaux qui, tout en ne faisant pas double emploi, complètent ceux des accords multilatéraux, autres instruments internationaux et organes intergouvernementaux compétents, y compris ceux qui sont membres du Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques ;
- e) Assurer, s'il y a lieu, la coordination de ses activités avec celles d'autres organes scientifiques et politiques, tels que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques.

7. Le tableau 1 de l'annexe au présent document résume les principales caractéristiques des organes de décision des interfaces science-politique examinées. La plus grande variation entre les différents organes de décision a trait à la question de savoir si l'organe est composé de représentants et représentantes des gouvernements membres ou d'experts et expertes siégeant à titre individuel.

8. **Principales considérations relatives à la composition de l'organe de décision du groupe d'experts.** L'organe de décision du groupe d'experts serait composé de représentants et représentantes des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du groupe. Les parties prenantes pourraient participer aux réunions de l'organe en tant qu'observatrices.

9. **Principales considérations relatives aux modalités de travail de l'organe de décision du groupe d'experts.** Les arbitrages éventuels entre les engagements budgétaires et le rythme et l'ampleur des travaux menés par le groupe d'experts pourraient déterminer les modalités de travail. Par exemple, la limitation de la fréquence des réunions de l'organe de décision peut entraîner un décalage entre la finalisation des produits à livrer par un organe subsidiaire et leur adoption ou leur approbation par l'organe de décision. Cette préoccupation pourrait également s'appliquer à toutes les étapes intermédiaires de la mise au point des produits. Ce problème est toutefois généralement résolu en déléguant la fonction de contrôle aux organes dédiés qui sont décrits à la section B. L'interprétation simultanée lors des réunions est une autre illustration des arbitrages possibles. Le coût de l'interprétation lors des réunions peut certes être important, mais la mise à disposition de ce service peut améliorer grandement la transparence du processus et la légitimité du groupe d'experts. Les modalités de participation des observateurs et observatrices aux réunions de l'organe de décision peuvent également jouer un rôle important dans la capacité du groupe d'experts de fournir des résultats utiles à l'élaboration des politiques sans être prescriptifs, ainsi que dans la participation inclusive au groupe d'experts et la coordination qu'il assure avec les interfaces science-politiques et les organes intergouvernementaux existants.

10. **Principales considérations relatives aux fonctions de l'organe de décision du groupe d'experts.** Les fonctions courantes de l'organe de décision comprennent la supervision du secrétariat et de tout autre organe créé dans le cadre du groupe d'experts, ainsi que l'établissement du programme de travail et du budget du groupe. Lors de l'examen d'autres fonctions, il importe de prendre en compte toutes les fonctions nécessaires à l'élaboration de produits liés aux fonctions du groupe d'experts. Ce faisant, et dans le but de veiller à ce que le groupe soit « rentable et doté de la structure la plus légère possible permettant d'obtenir les résultats ayant la plus forte incidence possible » [par. 6 h) de la résolution 5/8 de l'Assemblée pour l'environnement], le groupe de travail spécial à composition non limitée souhaitera peut-être examiner la question de savoir si certaines de ces fonctions peuvent être mieux assumées par le ou les organes de contrôle administratif et scientifique du ou des groupes d'experts.

Proposition de marche à suivre

11. Le groupe de travail spécial à composition non limitée pourrait proposer de désigner la plénière comme organe de décision du groupe d'experts, avec les principales caractéristiques suivantes :

- a) Composition :
 - i) Ouverture aux États Membres de l'ONU qui sont membres du groupe d'experts ;
- b) Modalités de travail :
 - i) Réunion au moins une fois par an, ou aussi souvent que l'exige le programme de travail approuvé par la plénière ;
 - ii) Interprétation lors des réunions de la plénière dans les six langues officielles de l'ONU ;
 - iii) Prise de décisions des membres du groupe d'experts sur les questions de fond par consensus, sauf disposition contraire dans son règlement ;
 - iv) Ouverture des réunions du groupe d'experts à la participation d'États non membres du groupe, d'organismes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales ;
 - v) Possibilité de participer au groupe en tant qu'observateur ou observatrice, sous réserve du respect du règlement intérieur, pour tout État non membre du groupe, tout organisme des Nations Unies et toute autre organisation ou tout autre organe national ou international, gouvernemental, intergouvernemental ou non gouvernemental, de même que pour toutes les populations locales et tous les peuples autochtones compétents dans les domaines couverts par le groupe d'experts, et qui a informé le secrétariat du groupe de son souhait d'être représenté aux sessions de la plénière, les observateurs et observatrices participant au groupe n'ayant pas la possibilité de voter ni de se joindre à un consensus ou de le bloquer ;
 - vi) Les organisations d'intégration économique régionale peuvent participer en tant qu'observatrices. L'Union européenne se voit accorder le droit de participation renforcée aux sessions de la plénière, avec le droit pour ses États membres de prendre la parole à tour de rôle, le droit de réponse, le droit de présenter des propositions, le droit de donner son avis, et la possibilité d'appuyer la mise en œuvre du programme de travail du groupe d'experts par la voie d'un soutien financier, entre autres. Ces droits ne confèrent pas celui de voter ou d'être élu au Bureau du groupe d'experts ;
- c) Fonctions :
 - i) Agir en tant qu'organe de décision du groupe d'experts ;
 - ii) Répondre aux demandes des gouvernements, y compris celles qui lui sont transmises au titre de certains accords multilatéraux relatifs à l'environnement, conformément aux décisions des organes directeurs respectifs ;
 - iii) Accueillir les contributions et les suggestions des organismes des Nations Unies concernés et autoriser leur participation, conformément aux décisions de leurs organes directeurs respectifs ;
 - iv) Encourager et prendre en compte, le cas échéant, les contributions et les suggestions des parties prenantes concernées, telles que les autres organisations intergouvernementales, les organisations scientifiques internationales et régionales, les fonds d'affectation spéciale pour l'environnement, les organisations non gouvernementales, les peuples autochtones et les populations locales, ainsi que le secteur privé ;
 - v) Assurer la participation active et efficace de la société civile à la plénière ;
 - vi) Sélectionner les membres de la plénière, en tenant dûment compte du principe de l'équilibre géographique, sur la base de critères, d'un processus de nomination et d'une durée d'activité à déterminer par la plénière ;

- vii) Créer des organes subsidiaires, le cas échéant, et sélectionner leurs membres, en tenant dûment compte du principe de l'équilibre géographique, sur la base de critères, d'un processus de nomination et d'une durée de service à déterminer par la plénière ;
- viii) Approuver un budget et superviser l'allocation des financements ;
- ix) Décider d'un processus d'évaluation permettant d'examiner périodiquement et de manière indépendante l'efficacité et l'efficience du groupe d'experts ;
- x) Adopter un programme de travail pour le groupe d'experts qui lui permette d'honorer chacune de ses fonctions ;
- xi) Mettre en place un processus transparent d'examen critique par les pairs des documents élaborés par le groupe d'experts ;
- xii) Décider d'une procédure de détermination du champ d'application des rapports et d'adoption ou d'approbation de tout produit livré par le groupe d'experts (après accord sur le programme de travail) ;
- xiii) Adopter et modifier le règlement intérieur et les règles de gestion financière.

B. Organes de contrôle administratif et scientifique

12. **La plupart des interfaces science-politiques disposent d'organes de contrôle administratif et scientifique combinés ou distincts.** Ils contribuent à garantir, conformément aux points a) à c) du paragraphe 6 de la résolution 5/8 de l'Assemblée pour l'environnement, la satisfaction des conditions suivantes :

- a) Produire des résultats qui soient utiles à l'élaboration des politiques sans être prescriptifs ;
- b) Être interdisciplinaire, en veillant à ce que des experts possédant diverses compétences disciplinaires fournissent des contributions, assurer une participation inclusive, notamment des peuples autochtones, et assurer une représentation équitable en matière géographique et régionale, ainsi qu'entre les femmes et les hommes ;
- c) Disposer de procédures visant à garantir la transparence et l'impartialité des travaux du groupe d'experts ainsi que la crédibilité et la solidité scientifique des rapports et évaluations qu'il produit.

13. Le tableau 2 de l'annexe au présent document résume les principales caractéristiques des organes de contrôle des interfaces science-politique examinées. La plus grande variation dans les modalités institutionnelles concerne la question de savoir si le contrôle administratif et scientifique est assuré par un seul organe ou par des organes distincts.

14. **La séparation du contrôle administratif et du contrôle scientifique présente des avantages et des inconvénients.** Le regroupement du contrôle administratif et du contrôle scientifique au sein d'un organe de contrôle unique peut faciliter la coordination et favoriser la cohérence, en particulier lorsque les décisions relatives à une question scientifique peuvent avoir des répercussions sur les décisions administratives. La séparation du contrôle administratif et du contrôle scientifique permet quant à elle de mieux cibler et mieux gérer les responsabilités tout en offrant une plus grande souplesse grâce à la différenciation de la composition et des modalités de travail de chaque organe. Les problèmes de coordination peuvent être réglés en permettant aux membres de l'organe de contrôle administratif d'assister aux réunions de l'organe de contrôle scientifique.

15. **Principales considérations relatives à la composition du ou des organes de contrôle administratif et scientifique du groupe d'experts.** Si la pertinence du domaine de spécialisation est essentielle pour les membres de l'organe de contrôle administratif comme pour ceux de l'organe de contrôle scientifique, la séparation de ces organes peut permettre de mieux différencier les besoins en matière de compétences et l'approche de la composition de chaque organe. Ainsi, un organe de contrôle administratif pourrait vouloir privilégier la représentation régionale dans le processus de sélection de ses membres et sa composition, tandis que l'organe de contrôle scientifique homologue pourrait donner la priorité à l'interdisciplinarité et à l'inclusion. À la lumière de la résolution 5/8 de l'Assemblée pour l'environnement, dans laquelle il est énoncé que le groupe d'experts « devrait être un organe intergouvernemental indépendant », un organe de contrôle administratif pourrait compter deux ou trois sièges par région, tandis qu'un organe de contrôle scientifique pourrait choisir de réserver cinq sièges à chaque région et d'attribuer des sièges à certaines organisations

intergouvernementales ou certains groupes de parties prenantes². Par exemple, dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, l'interface science-politiques, composée de 25 personnes, comprend cinq sièges réservés aux observateurs et observatrices, dont au moins un à une organisation de la société civile compétente, un deuxième à une organisation internationale compétente et un troisième à un organisme des Nations Unies compétent³. Le projet GEO offre la possibilité de différencier les spécialisations recherchées chez les membres d'un organe de contrôle administratif ou scientifique. Ainsi, les membres de l'organe de contrôle administratif du projet GEO doivent avoir une expérience préalable avérée des processus intergouvernementaux liés à la politique environnementale et au développement durable, tandis que les membres de l'organe de contrôle scientifique doivent avoir des compétences scientifiques, techniques ou politiques et une connaissance des principaux aspects des travaux du projet⁴.

16. Principales considérations relatives aux modalités de travail du ou des organes de contrôle administratif et scientifique du groupe d'experts. Les interfaces science-politiques prévoient souvent que les organes de contrôle administratif et scientifique établissent leurs propres modalités de travail une fois qu'ils ont été mis en place. Les modalités institutionnelles du groupe d'experts peuvent tenir compte de certaines considérations d'ordre général, notamment des dispositions relatives au travail en ligne lorsque les réunions se tiennent en dehors des sessions de la plénière et à la question de savoir qui peut participer aux réunions. L'angle adopté par le Bureau de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques en ce qui concerne le choix des personnes pouvant participer aux réunions peut servir de modèle pour un organe de contrôle scientifique. Les réunions de ce Bureau sont ouvertes à quatre représentants de participants non gouvernementaux ainsi qu'au président ou à la présidente du Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques. Les quatre représentants des participants non gouvernementaux sont élus par et parmi ces derniers afin de représenter le groupe de la santé, le groupe de l'industrie, le groupe des syndicats et le groupe de l'intérêt public⁵.

17. Principales considérations relatives aux fonctions du ou des organes de contrôle administratif et scientifique du groupe d'experts. De nombreuses fonctions attribuées aux organes de contrôle administratif et scientifique reflètent celles de l'interface science-politiques. En outre, certains des processus et procédures de travail mis en place aux fins de l'élaboration des produits d'une interface science-politiques peuvent conduire à l'enrichissement de ces fonctions dans le temps et à mesure que les processus sont mis au point et affinés.

Proposition de marche à suivre

18. Le groupe de travail spécial à composition non limitée pourrait examiner les points suivants :

- a) La création d'un Bureau chargé du contrôle administratif, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :
 - i) Composition :
 - a. Deux membres de chacune des régions de l'institution assurent le secrétariat ;
 - b. Les membres du Bureau sont nommés par les régions et élus par la plénière, en gardant à l'esprit que la composition du Bureau doit présenter un équilibre géographique et régional et un équilibre entre les femmes et les hommes ;
 - c. Les membres sont sélectionnés en fonction de leurs compétences spécialisées et de leur expérience des processus intergouvernementaux.

² Le nombre de régions peut être fixé à la mise en place du groupe d'experts, mais il serait judicieux d'aligner le nombre de régions représentées au sein du groupe sur le nombre de régions de l'organisation qui accueille le secrétariat ou qui fournit des services de secrétariat au groupe (voir la section II.D du présent document).

³ Voir le mandat de l'interface science-politiques de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, 2017, section « C : Composition » (p. 2), disponible à l'adresse suivante : [https://www.unccd.int/sites/default/files/2022-02/SPI Terms of Reference_110717_1.pdf](https://www.unccd.int/sites/default/files/2022-02/SPI%20Terms%20of%20Reference_110717_1.pdf).

⁴ Voir Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Global Environment Outlook (GEO): Intergovernmental and Expert-led Scientific Assessment Procedures*, points d) de la section 4.2 et d) de la section 4.3 (p. 7 et 8) pour les lignes directrices relatives à la nomination et la sélection des membres du groupe consultatif multipartite et du groupe consultatif scientifique d'experts multidisciplinaire, respectivement.

⁵ Voir Bureau de la Conférence et du Groupe de travail, disponible à l'adresse suivante : <https://www.saicm.org/About/Bureau/tabid/5458/language/fr-CH/Default.aspx>.

- ii) Modalités de travail :
 - a. Le Bureau se réunit en tant que de besoin, y compris pendant les sessions de la plénière ;
 - b. Les réunions du Bureau, en particulier les réunions intersessions, devraient être convoquées en ligne ;
 - c. Les réunions du Bureau se déroulent en anglais ;
 - d. Les réunions du Bureau se déroulent à huis clos mais les rapports issus de ces réunions sont rendus publics à des fins de transparence.
 - iii) Fonctions :
 - a. Traiter les demandes liées au programme de travail et aux produits du groupe d'experts qui nécessitent l'attention de ce dernier entre les sessions de la plénière ;
 - b. Superviser les activités de communication et d'information ;
 - c. Examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des décisions de la plénière, si celle-ci le demande ;
 - d. Contrôler la performance du secrétariat ;
 - e. Organiser les sessions de la plénière et participer à leur déroulement ;
 - f. Contrôler le respect des règles et procédures du groupe d'experts ;
 - g. Contrôler la gestion des ressources et le respect des règles de gestion financière et faire rapport à ce sujet en séance plénière ;
 - h. Conseiller la plénière sur la coordination entre le groupe d'experts et les autres institutions concernées ;
 - i. Recenser les donateurs et conclure des accords de partenariat en vue de la mise en œuvre des activités du groupe d'experts.
- b) La création d'un Comité d'experts interdisciplinaire chargé de la supervision scientifique, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :
- i) Composition :
 - a. Cinq membres de chacune des régions de l'institution assurant le secrétariat ;
 - b. Participation possible aux réunions du Comité d'experts interdisciplinaire de quatre représentants des participants non gouvernementaux ainsi que du président ou de la présidente du Groupe de la gestion de l'environnement des Nations Unies. Les quatre représentants des participants non gouvernementaux sont élus par et parmi les participants non gouvernementaux engagés dans les travaux du groupe d'experts afin de représenter le groupe de la santé, le groupe de l'industrie, le groupe des syndicats et le groupe de l'intérêt public ;
 - c. Membres du Comité d'experts interdisciplinaire nommés par les régions et élus par la plénière, en veillant à ce que le Comité soit interdisciplinaire et à ce que des experts possédant diverses compétences disciplinaires fournissent des contributions, en assurant une participation inclusive, notamment des peuples autochtones, et en assurant une représentation équitable en matière géographique et régionale, ainsi qu'entre les femmes et les hommes.
 - d. Membres du Comité d'experts interdisciplinaire sélectionnés pour leurs compétences scientifiques, techniques ou politiques et leur connaissance des principaux aspects des travaux du groupe d'experts ;
 - e. Membres dont le mandat est fixé à trois ans, et renouvellement échelonné des mandats ;

- ii) Modalités de travail :
 - a. Le Comité d'experts interdisciplinaire se réunit en tant que de besoin, y compris pendant les sessions de la plénière ;
 - b. Les réunions du Comité d'experts interdisciplinaire, en particulier les réunions intersessions, devraient être convoquées en ligne ;
 - c. Les réunions du Comité d'experts interdisciplinaire se déroulent en anglais ;
 - d. Les membres du Bureau, les représentants d'autres interfaces science-politiques compétentes (notamment le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques) et les représentants des accords multilatéraux relatifs à l'environnement concernés peuvent participer en tant qu'observateurs aux réunions du Comité d'experts interdisciplinaire ;
- iii) Fonctions :
 - a. Conseiller la plénière sur les aspects scientifiques et techniques du programme de travail du groupe d'experts ;
 - b. Fournir des conseils et une assistance en matière de communication technique ou scientifique ;
 - c. Gérer le processus d'examen critique par les pairs des travaux du groupe d'experts afin de garantir les plus hauts niveaux de qualité scientifique, d'indépendance et de crédibilité pour tous les produits livrés à tous les stades du processus ;
 - d. Faire participer la communauté scientifique et les autres détenteurs et détentrices de connaissances au programme de travail, en assurant la diversité des disciplines et des types de connaissances, la représentation équilibrée des femmes et des hommes, ainsi que la contribution et la participation effectives des experts et expertes des pays en développement ;
 - e. Assurer la coordination scientifique et technique entre les structures mises en place dans le cadre du groupe d'experts et faciliter la coordination entre le groupe et d'autres processus connexes afin de tirer parti des efforts déjà déployés.

C. Autres organes chargés de conduire ou d'appuyer les travaux de l'interface science-politiques

19. **Les interfaces science-politiques examinées bénéficient de l'appui d'une série d'autres organes pour la livraison de leurs produits.** Ces organes contribuent à garantir, conformément aux points b) c), f) et g) du paragraphe 6 de la résolution 5/8 de l'Assemblée pour l'environnement, la satisfaction des conditions suivantes :

- a) Être interdisciplinaire, en veillant à ce que des experts possédant diverses compétences disciplinaires fournissent des contributions, assurer une participation inclusive, notamment des peuples autochtones, et assurer une représentation équitable en matière géographique et régionale, ainsi qu'entre les femmes et les hommes ;
- b) Disposer de procédures visant à garantir la transparence et l'impartialité des travaux du groupe d'experts ainsi que la crédibilité et la solidité scientifique des rapports et évaluations qu'il produit ;
- c) Être en mesure de régler les éventuels conflits d'intérêts et de protéger des informations commerciales sensibles ;
- d) Disposer de la souplesse requise pour répondre, dans toute la mesure possible, aux besoins recensés par les parties prenantes et approuvés par ses gouvernements membres, et pour s'acquitter de ses principales fonctions.

20. Le tableau 3 de l'annexe au présent document contient un résumé des principales caractéristiques d'autres organes des interfaces science-politiques examinées. On compte le plus souvent deux grandes catégories d'organes : ceux qui sont créés spécialement afin de remplir l'une des fonctions de l'interface et ceux qui sont chargés d'appuyer les travaux de l'interface de manière plus générale.

21. **Principales considérations relatives à la composition des autres organes du groupe d'experts.** Les groupes de travail d'experts, les équipes spéciales, les comités et les équipes d'auteurs comptent parmi ces autres organes qui conduisent ou appuient les travaux du groupe d'experts. À la création d'un autre organe, l'organe de décision de l'interface adopte généralement un mandat détaillé définissant la composition, les modalités de travail et les fonctions du nouvel organe. La composition de ces autres organes est à l'image des compétences spécialisées et des besoins particuliers qui sont définis dans le mandat qui leur est propre et reflète souvent les principales caractéristiques liées à l'inclusion et à l'équilibre qui sont détaillées dans les principes de fonctionnement de l'interface. La taille de ces autres organes est très variable. S'il est plus facile pour un grand organe de satisfaire l'exigence d'équilibre et d'inclusion, sa convocation et sa gestion peuvent nécessiter plus de temps et de moyens.

22. **Principales considérations relatives aux modalités de travail des autres organes du groupe d'experts.** La nature des travaux confiés à ces autres organes et le temps nécessaire pour les mener à bien dans le respect des meilleures pratiques (p. ex., en accordant suffisamment de temps aux processus d'examen) sont des considérations essentielles pour la détermination de la fréquence des réunions et du mode de participation. Les décisions liées à la nature des organes subsidiaires à mettre en place et aux modalités de travail de ces derniers ont également des incidences budgétaires. Si les progrès accomplis dans le développement des modalités de travail virtuel ont été importants depuis mars 2020, le travail en présentiel présente encore de nombreux avantages, notamment lorsqu'il s'agit de réunir des participants et participantes de différentes régions (et différents fuseaux horaires). L'une des grandes différences entre les interfaces, à savoir la fourniture de services d'interprétation lors des réunions, est un autre point ayant des incidences budgétaires. Seul le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat prévoit des services d'interprétation lors des réunions des organes subsidiaires, en l'espèce celles de ses trois groupes de travail lorsqu'ils se réunissent en plénière afin de finaliser leurs travaux. On recense des différences analogues entre interfaces science-politiques dans les domaines des produits chimiques, des déchets et de la prévention de la pollution. Ainsi, les réunions du Comité d'étude des polluants organiques persistants de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants bénéficient d'une traduction simultanée et la traduction des documents de travail est réalisée en amont des réunions, tandis que celles du Comité d'étude des produits chimiques de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international se déroulent uniquement en anglais⁶.

23. **Principales considérations relatives aux fonctions des autres organes du groupe d'experts.** Compte tenu des cinq fonctions prévues du groupe d'experts sur l'interface science-politiques (tour d'horizon prospectif, évaluations, gestion des connaissances, partage de l'information et renforcement des capacités)⁷, il peut être utile de noter que plusieurs des autres organes résumés dans le tableau 3 endossent pour l'essentiel une fonction d'évaluation. Au regard de la nécessité de veiller à ce que le groupe d'experts soit « rentable et doté de la structure la plus légère possible permettant d'obtenir les résultats ayant la plus forte incidence possible » [par. 6 h)],

⁶ Voir le mandat du Comité d'étude des produits chimiques de la Convention de Rotterdam, établi dans la décision RC-1/6 (disponible à l'adresse suivante : <https://www.pic.int/Portals/5/download.aspx?d=UNEP-FAO-RC-COP.1-RC-1-6.fr.pdf>), ainsi que le mandat du Comité d'étude des polluants organiques persistants de la Convention de Stockholm, établi dans la décision SC-1/7 (disponible à l'adresse suivante : <https://chm.pops.int/Portals/0/download.aspx?d=UNEP-POPS-COP.1-SC-1-7.French.PDF>), modifié par les décisions SC-4/20 (disponible à l'adresse suivante : <https://chm.pops.int/Portals/0/download.aspx?d=UNEP-POPS-COP.4-SC-4-20.French.PDF>) et SC-5/11 (disponible à l'adresse suivante : <https://chm.pops.int/Portals/0/download.aspx?d=UNEP-POPS-COP.5-SC-5-11.French.PDF>). Note : il est énoncé, dans la révision SC-4/20 du mandat du Comité d'étude des polluants organiques persistants de la Convention de Stockholm, ce qui suit : « pour des raisons d'ordre pratique, seuls les principaux documents de la réunion sont traduits dans les six langues officielles de l'ONU et distribués au moins six semaines avant la réunion. Par « principaux documents », on entend le résumé en anglais des documents à l'appui de la proposition tendant à ajouter une substance chimique aux Annexes A, B et C de la Convention, le descriptif des risques, l'évaluation de la gestion des risques, ainsi que tout rapport ou recommandation pour la réunion ».

⁷ Voir UNEP/SPP-CWP/OEWG.1/7, annexe II.

la définition et la délimitation claires des fonctions peut constituer un important moyen de s'assurer que les autres organes créés par le groupe d'experts remplissent leur mandat.

Proposition de marche à suivre

24. Le groupe de travail spécial à composition non limitée pourrait souhaiter proposer ce qui suit :

- a) Donner à la plénière et à l'organe ou aux organes de contrôle administratif et scientifique la possibilité de créer d'autres organes dépendant du groupe d'experts, que ce soit pour aider le groupe à assumer ses fonctions ou pour répondre aux besoins transversaux de ce dernier, et inclure cette disposition dans leurs fonctions respectives et dans le règlement intérieur ;
- b) Énoncer les types d'organes susceptibles d'être créés, comme des groupes d'experts chargés de réaliser des évaluations ou des tours d'horizon prospectifs ou des équipes spéciales chargées de travailler sur des questions transversales ;
- c) Fournir des orientations sur la composition, les modalités de travail et les fonctions de tout type prédéfini d'autre organe susceptible d'être créé par le groupe d'experts ;
- d) Élaborer le mandat (composition, modalités de travail et fonctions) de tout autre organe susceptible d'être établi du fait de décisions prises sur d'autres questions soumises à l'examen du groupe de travail spécial à composition non limitée, notamment, par exemple, en ce qui concerne les produits et les processus de travail.

D. Modalités relatives à la fourniture de services de secrétariat

25. **Il est énoncé dans la résolution 5/8 [par. 5h)] que le groupe de travail spécial à composition non limitée élaborera des propositions de modalités relatives à la fourniture de services de secrétariat au groupe d'experts.** L'appui de services de secrétariat est essentiel au groupe d'experts afin qu'il puisse, conformément aux points c), e), g) et h) du paragraphe 6, remplir les conditions suivantes :

- a) Disposer de procédures visant à garantir la transparence et l'impartialité des travaux du groupe d'experts ainsi que la crédibilité et la solidité scientifique des rapports et évaluations qu'il produit ;
- b) Assurer, s'il y a lieu, la coordination de ses activités avec celles d'autres organes scientifiques et politiques, tels que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques ;
- c) Disposer de la souplesse requise pour répondre, dans toute la mesure possible, aux besoins recensés par les parties prenantes et approuvés par ses gouvernements membres, et pour s'acquitter de ses principales fonctions ;
- d) Être rentable et doté de la structure la plus légère possible permettant d'obtenir les résultats ayant la plus forte incidence possible.

26. Le tableau 5 de l'annexe au présent document résume les principales caractéristiques des modalités relatives à la fourniture de services de secrétariat des interfaces science-politiques examinées. Il met en évidence le recours à des groupes d'appui technique, accueillis par des pays ou des organisations partenaires, comme moyen de fournir un soutien administratif et scientifique ciblé à d'autres organes créés dans le cadre du groupe d'experts.

27. **Principales considérations relatives à la composition du secrétariat du groupe d'experts.** Certaines interfaces science-politiques font appel à des groupes d'appui technique dans le cadre de leurs modalités relatives à la fourniture de services de secrétariat en vue d'apporter un soutien administratif et scientifique à l'un des organes de l'interface science-politiques. Ces groupes d'appui technique sont généralement accueillis par un gouvernement (ou l'institution scientifique concernée). Le personnel des groupes d'appui technique est employé par l'institution hôte et peut se montrer efficace pour le déploiement d'un soutien en nature aux travaux l'interface science-politiques. Si la responsabilité de la fourniture de services de secrétariat au groupe d'experts incombe à la fois à un secrétariat et à un groupe d'appui technique, il convient de veiller à clarifier les responsabilités et à prévoir des stratégies de coordination de leurs travaux, car ils sont tous deux en mesure, par exemple, d'apporter une assistance technique et un soutien de fond.

28. **Principales considérations relatives aux modalités de travail du secrétariat du groupe d'experts.** La question de savoir si le secrétariat doit être accueilli ou hébergé par une ou plusieurs organisations intergouvernementales existantes est essentielle à la mise en place de ce dernier.

Il ressort de l'étude des interfaces science-politiques déjà constituées que les stratégies visant à permettre au secrétariat de bénéficier des infrastructures existantes d'une organisation intergouvernementale, comme les règles de gestion financière en vigueur, sont variées. Ces stratégies peuvent consister en un hébergement ou cohébergement, lorsqu'une ou plusieurs organisations intergouvernementales sont explicitement désignées comme institutions « mères » (modèle adopté par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), ou en la fourniture par l'organisation intergouvernementale de services de secrétariat à un secrétariat indépendant (modèle adopté par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques). Le choix d'une stratégie ou de l'autre n'empêche pas l'interface science-politiques de nouer des relations ou des partenariats particuliers avec d'autres organisations intergouvernementales (voir [UNEP/SPP-CWP/OEWG.2/5](#)). Le groupe de travail spécial à composition non limitée se réunit sous les auspices de l'Assemblée pour l'environnement qui, au paragraphe 9 de la résolution 5/8, invite l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à « jouer un rôle, s'il y a lieu » au sein du groupe de travail spécial. Lors de l'examen des modalités relatives à la fourniture de services de secrétariat, il serait possible de tirer parti des avantages découlant de partenariats étroits avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'OMS, tels que l'accès à l'expertise approfondie de chaque entité et au grand nombre de parties prenantes engagées tant dans le domaine de l'environnement que dans celui de la santé.

29. Principales considérations relatives aux fonctions du secrétariat du groupe d'experts.

Outre assurer le fonctionnement quotidien d'une interface science-politiques (préparation et soutien des réunions, élaboration du budget et supervision des modalités financières), les fonctions de secrétariat peuvent également inclure celles qui découlent des fonctions de l'interface science-politiques et de la création d'autres organes. Lors de l'attribution de fonctions au secrétariat, il importe de déterminer si la tâche est de nature administrative ou technique. Si le travail nécessite un avis d'expert, la légitimité et la crédibilité du groupe d'experts pourraient être garanties par un organe d'experts répondant de l'interface science-politiques. Inversement, s'il est envisagé de créer un organe dépendant de l'interface science-politiques, l'examen attentif des fonctions envisagées peut aider à déterminer si elles peuvent être assumées de manière plus qualifiée ou plus efficace par un groupe d'appui technique ou par le secrétariat.

Proposition de marche à suivre

30. Le groupe de travail spécial à composition non limitée pourrait souhaiter proposer ce qui suit :

- a) La création pour le groupe d'experts d'un secrétariat doté des fonctions suivantes :
 - i) Organiser des réunions et fournir un appui administratif et technique lors de ces réunions, notamment en élaborant les documents et les rapports destinés à la plénière et à ses organes subsidiaires, s'il y a lieu ;
 - ii) Aider les membres de la plénière et du ou des organes de contrôle administratif et scientifique à assumer leurs fonctions respectives, conformément aux décisions de la plénière, et notamment faciliter la communication entre les différentes parties prenantes du groupe d'experts ;
 - iii) Faciliter la communication entre les autres organes susceptibles d'être créés par le groupe d'experts ;
 - iv) Diffuser des informations publiques et participer à des activités de sensibilisation et à la production de certains supports de communication ;
 - v) Élaborer le projet de budget du groupe d'experts en vue de sa présentation à la plénière, gérer les modalités financières et élaborer les rapports financiers requis ;
 - vi) Participer à la mobilisation des ressources financières ;
 - vii) Contribuer à la facilitation du suivi et de l'évaluation des travaux du groupe ;
- b) La mise en place de groupes d'appui technique chargés de fournir une assistance scientifique, technique et organisationnel aux organes créés dans le cadre du groupe d'experts, dotés des fonctions suivantes :
 - i) Assurer l'appui des coprésidents et du Bureau de l'organe qu'ils aident au nom du groupe d'experts ;
 - ii) Contribuer à la mise en œuvre de certaines politiques, telles que la politique relative aux conflits d'intérêts, s'il y a lieu ;

- iii) Prendre part aux activités de l'organe de contrôle administratif du groupe d'experts, par le truchement de leur chef de groupe, en qualité de membres consultants ;
- c) Bénéficier des services de secrétariat du PNUE et de l'OMS ou d'une autre organisation intergouvernementale, ou conclure des accords d'hébergement ou de co-hébergement avec ces entités ;
- d) Demander au secrétariat du groupe de travail spécial à composition non limitée de solliciter les États afin qu'ils fournissent des propositions d'hébergement du secrétariat, qui seront examinées à la troisième session du groupe de travail spécial.

E. Modalités financières

31. **Il est énoncé dans la résolution 5/8 [par. 5 i)] que le groupe de travail spécial à composition non limitée élaborera des propositions concernant le financement volontaire des travaux du groupe d'experts.** Les modalités financières sont essentielles pour permettre au groupe d'experts, conformément aux points a), c), g) et h) du paragraphe 6 de la résolution 5/8 :

- a) De produire des résultats qui soient utiles à l'élaboration des politiques sans être prescriptifs ;
- b) De disposer de procédures visant à garantir la transparence et l'impartialité des travaux du groupe d'experts ;
- c) De disposer de la souplesse requise pour répondre, dans toute la mesure possible, aux besoins recensés par les parties prenantes et approuvés par ses gouvernements membres, et pour s'acquitter de ses principales fonctions ;
- d) D'être rentable et doté de la structure la plus légère possible permettant d'obtenir les résultats ayant la plus forte incidence possible.

32. Le tableau 6 de l'annexe au présent document résume les principales caractéristiques des modalités financières des interfaces science-politiques examinées. Le tableau récapitulatif met en lumière l'importance des contributions volontaires, tant financières qu'en nature, et le besoin de transparence en ce qui concerne les contributions et le processus budgétaire.

33. Les modalités financières prévoient généralement la création d'un fonds d'affectation spéciale pour la collecte des ressources et la mise au point d'une procédure budgétaire (souvent liée au programme de travail) pour l'allocation et le décaissement des fonds. Le budget est généralement adopté à intervalles réguliers par l'organe de décision de l'interface.

34. Les dispositions financières d'une interface science-politiques doivent être transparentes, et le contrôle est généralement assuré par l'organe de décision et par l'organe de contrôle administratif, tandis que l'administration relève des fonctions de secrétariat. Les contributions à une interface science-politiques sont généralement les bienvenues et proviennent d'un large éventail de sources, bien que, dans la pratique, la plupart des ressources proviennent des gouvernements membres. Les interfaces science-politiques s'appuient également sur une série de contributions en nature. Outre la contribution essentielle des experts et expertes participant aux travaux du groupe, ces contributions en nature peuvent inclure le personnel du secrétariat, les services du groupe d'appui technique, les services de conférence et les services de communication. La transparence quant à l'origine des contributions en nature et en espèces permet de se prémunir contre d'éventuels conflits d'intérêts.

35. Les modalités financières d'une interface science-politiques sont essentielles car elles apportent au groupe d'experts la souplesse nécessaire pour répondre, dans la mesure du possible, aux besoins recensés par les parties prenantes et approuvés par les gouvernements membres, ainsi que pour remplir ses principales fonctions.

Proposition de marche à suivre

- 36. Le groupe de travail spécial à composition non limitée pourrait souhaiter proposer ce qui suit :
 - a) Créer un fonds d'affectation spéciale qui sera géré par la plénière de manière ouverte et transparente, afin de recueillir des financements volontaires à l'appui des travaux du groupe d'experts, et régi par des règles et procédures de gestion financière adoptées par celle-ci ;
 - b) Encourager les contributions des gouvernements, ainsi que des organismes des Nations Unies, du Fonds pour l'environnement mondial, d'autres organisations

intergouvernementales et de parties prenantes telles que le secteur privé et les fondations, étant entendu que ce financement n'aura aucun caractère conditionnel, qu'il n'orientera pas les travaux du groupe d'experts et qu'il ne pourra pas être destiné à financer des activités particulières ;

c) Prévoir une exception autorisant des contributions supplémentaires allouées à des activités particulières approuvées par la plénière, selon les modalités suivantes :

- i) Les contributions uniques supérieures à 300 000 dollars par contributeur et par activité doivent être approuvées par la plénière ;
- ii) Les contributions uniques ne dépassant pas 300 000 dollars par contributeur et par activité doivent être approuvées par le Bureau ;

d) Prévoir l'examen régulier par la plénière des dépenses et des propositions budgétaires du groupe d'experts ainsi que l'adoption par celle-ci des budgets du groupe ;

e) Prévoir l'examen régulier par l'organe de contrôle administratif des informations budgétaires préparées par le secrétariat ;

f) Prévoir la préparation par le secrétariat du projet de budget du groupe d'experts en vue de sa présentation à la plénière, gérer les modalités financières et élaborer les rapports financiers requis.

III. Règlement intérieur des sessions de la plénière

37. La résolution sur les points abordés à la section II du présent document éclairera grandement la rédaction du document relatif au règlement intérieur. Une proposition de table des matières du règlement intérieur des sessions de la plénière du groupe d'experts, mise au point à partir d'un examen des règlements intérieurs d'autres interfaces science-politiques, est présentée ci-dessous :

- a) Champ d'application ;
- b) Définitions ;
- c) Lieux, dates et convocation des sessions ;
- d) Membres et observateurs ;
- e) Admission d'observateurs ;
- f) Ordre du jour ;
- g) Représentation, vérification des pouvoirs et accréditation ;
- h) Membres et fonctionnement du Bureau ou de la (des) structure(s) ou institution(s) équivalente(s) ;
- i) Élection des membres du Bureau ou de la (des) structure(s) ou institution(s) équivalente(s) ;
- j) Nominations ;
- k) Organes subsidiaires (membres, fonctionnement, élection des membres, etc.) ;
- l) Conduite des débats ;
- m) Organe de décision ;
- n) Langues ;
- o) Modifications du règlement intérieur.

Proposition de marche à suivre

38. Le groupe de travail spécial à composition non limitée pourrait examiner les points suivants :

a) La question de savoir si l'ébauche de règlement intérieur peut servir de point de départ satisfaisant à l'élaboration d'un règlement intérieur des sessions de la plénière, en vue d'un examen à la troisième session du groupe de travail spécial à composition non limitée, en tenant compte des accords conclus à la deuxième session ;

b) L'éventuelle ébauche d'un règlement intérieur des sessions de la plénière.

Annex*

The summary tables in this annex provide an overview of the relevant key features of institutional arrangements for the following science-policy interfaces:

- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC);
- Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES);
- International Resource Panel (IRP);
- Global Environment Outlook (GEO); and,
- Assessment Panels of the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer, including the Scientific Assessment Panel (SAP), the Environmental Effects Assessment Panel (EEAP), and the Technology and Economic Assessment Panel (TEAP) and its Technical Options Committees (TOCs) and Temporary Subsidiary Bodies (TSBs, e.g., task forces).

Additional information on these institutional arrangements is available in UNEP/SPP-CWP/OEWG.2/INF/4.

* L'annexe n'a pas été revue par les services d'édition.

Table 1

Summary Table: Relevant key features of science-policy interfaces' decision-making body

<i>Relevant key features of decision-making body</i>	<i>Science-policy interface</i>					<i>Comments</i>
	<i>IPCC¹</i>	<i>IPBES²</i>	<i>IRP³</i>	<i>GEO⁴</i>	<i>Montreal Protocol⁵ Assessment Panels</i>	
Name	IPCC Plenary	Plenary	IRP Steering Committee	Ad Hoc Open-Ended Meetings of Member States, stakeholders and experts (AHOM)	SAP, EEAP, TEAP (panels themselves are the decision-making bodies)	Using a term like “plenary” to differentiate between the decision-making body and the science-policy interface can provide clarity in documents and reports.
Composition	195 member governments (open to all WMO and UN Member countries)	143 State Members. (open to UN Member countries who express intent to be members)	Representatives from 28 Member States of the UN, and one each from the EC and UNEP. Membership in Steering Committee tied to annual contribution.	Open to Member States of UNEA and members of specialized agencies.	SAP: hundreds of experts; EEAP: about 30 experts; TEAP: 19 experts, with its five Technical Options Committees (TOCs) consisting of 20-40 experts, each (approximately 150 TOC experts)	The IPBES plenary composition is most in line with UNEA resolution 5/8's paragraph 3: “the panel should be an independent intergovernmental body with a programme of work approved by its member Governments”.
Modalities of work						
<i>Frequency of meetings</i>	Panel meets in Plenary Session at least once a year, and more frequently as required by the work programme ⁶	Plenary meets approximately once a year.	IRP (includes Panel and Steering Committee) meets twice a year	As needed within the GEO process.	SAP meets at least once every 4 years; EEAP and TEAP, as well as each of its TOCs, meet at least once a year.	Frequency of meetings is tied to the functions assigned to the decision-making body as well as to the time-frame of required decisions (especially the timeframe for setting and

¹ Relevant sources: IPCC. 2011. [Governance and Management: IPCC Executive Committee](#); IPCC. 2022. [Appendix C to the Principles Governing IPCC Work](#); Appendix C (Procedures For The Election Of The IPCC Bureau And Any Task Force Bureau) is available in UN languages at: <https://www.ipcc.ch/documentation/procedures/>.

² Relevant sources: Resolution establishing IPBES, including its appendix I: [Functions, operating principles and institutional arrangements of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services](#). 2012; [Rules of procedure](#): adopted in decision IPBES-1/1 and amended in decision IPBES-2/1; Paragraph 22 of [report of IPBES 1\(IPBES/1/12\)](#) for interim observer admission procedure; [decision IPBES-5/4](#) on Enhanced participation of the European Union in sessions of the Plenary of the Platform.

³ Relevant sources: IRP. 2016. [IRP Policies and Procedures](#).

⁴ Relevant sources: [Global Environment Outlook \(GEO\): Intergovernmental and Expert-led Scientific Assessment Procedures](#); [UNEA Rules of Procedure](#).

⁵ Relevant sources: [Ozone Secretariat Science Pages](#); [Terms of reference of the TEAP and its technical options committees and temporary subsidiary bodies](#) (Annex to decision XXIV/8); MOP decisions, eg: XXXI/2 “Potential areas of focus for the 2022 quadrennial reports of the Scientific Assessment Panel, the Environmental Effects Assessment Panel and the Technology and Economic Assessment Panel”. The Terms of reference (TORs) of the Assessment panels, as well as the appointment of their co-chairs and TEAP membership, are set out in Montreal Protocol decisions adopted by the Meeting of the parties (MOP). Peer review processes are set up by the SAP and EEAP.

⁶ For example, IPCC is expecting to convene three sessions of the plenary in 2023 due to the transition from the sixth assessment cycle to the seventh assessment cycle (one session to adopt the summary for policymakers of the synthesis report, one session to elect the Chair and Bureau members for the seventh cycle, and one session to launch the AR7 work).

<i>Relevant key features of decision-making body</i>	<i>Science-policy interface</i>					<i>Comments</i>
	<i>IPCC¹</i>	<i>IPBES²</i>	<i>IRP³</i>	<i>GEO⁴</i>	<i>Montreal Protocol⁵ Assessment Panels</i>	
					All Panels meet in between, as needed, within their workflows.	approving budgets and work programmes).
<i>Availability of interpretation/ Languages</i>	Interpretation in all UN languages for all sessions of Plenary	Interpretation in all UN languages for all sessions of Plenary.	English only	English only	English only	Interpretation has budgetary implications, but also yields gains in transparency and credibility, relevance, and legitimacy
<i>Observers</i>	Bodies/organisations part of UN System are considered participating organizations of the IPCC; Organisations with observer status with WMO, UNEP or UNFCCC can be observers with IPCC if they request so, subject to acceptance by the Panel. Organisations can request admission as an observer.	Participation is open to regional economic integration organizations as observers. ⁷ Any Observer may, upon the invitation of the Chair, participate in the Plenary without the ability to cast votes or join or block consensus.	The Secretariat may invite an individual or body, whether national or international, governmental or nongovernmental, qualified in the topics covered by the IRP, to participate in IRP biannual meetings as observers.	Any accredited observer of UNEA who is qualified in matters covered by the authorising body, and which has informed the Secretariat of its wish to be represented at the meetings, may participate as an observer. Experts deemed relevant to the GEO process may also attend.	No observers are permitted at the meetings of TEAP, TOC and TSBs. However, anyone can present information to TEAP/TOCs/TSBs with prior notice and can be heard personally if the TEAP/TOCs/TSBs consider it necessary.	May be appropriate to differentiate among three broad groups of observers: bodies/organisations that are part of UN system; regional economic integration organizations; and other stakeholders that do not fall under the two categories above. Details of the latter may best be elaborated under Relationship with relevant key stakeholders (UNEP/SPP-CWP/OEWG.2/5)
<i>Decision-making</i>	“use all best endeavours to reach consensus”; for approval, adoption and acceptance of reports, differing views shall be explained and, upon request, recorded.	The members of the Platform take decisions on matters of substance by consensus, unless otherwise provided in its rules.	N/A	Meetings governed by UNEA Rules of Procedure	Reports are developed through a consensus process. The reports must reflect any minority views appropriately.	Elections can be one area of decision-making that employs voting, most notably for elections of members of the IPCC Bureau. ⁸

⁷ Per [decision IPBES-5/4](#), the European Union is allowed enhanced participation in sessions of the Plenary, including “the right to speak in turn; the right to reply; the right to introduce proposals; the right to provide views; and the ability to support the implementation of the work programme of the Platform through financial support, among other means”, these rights “are exclusive and do not grant the ability to vote or to be elected to the Bureau of the Platform.

⁸ [Appendix C to the Principles Governing IPCC Work](#); Appendix C (Procedures For The Election Of The IPCC Bureau And Any Task Force Bureau) is available in UN languages at: <https://www.ipcc.ch/documentation/procedures/>.

<i>Relevant key features of decision-making body</i>	<i>Science-policy interface</i>					<i>Comments</i>
	<i>IPCC¹</i>	<i>IPBES²</i>	<i>IRP³</i>	<i>GEO⁴</i>	<i>Montreal Protocol⁵ Assessment Panels</i>	
Functions (selected)	Takes major decisions of the IPCC (including on budget); Conclusions drawn by IPCC Working Groups and any Task Forces are not official IPCC views until they have been accepted by the Panel in a plenary meeting.	Takes major decisions of IPBES (including on budget); adopts programme of work; establishes subsidiary bodies; sets up transparent peer review process; adopts and amends rules of procedures and financial rules.	Provides input and recommendations for the strategic planning exercise; reviews and approves the Work Programme; Endorses the IRP budget and provides recommendations for the mobilization of resources; reviews and approves IRP Policies and Procedures and their amendments.	Elects GEO Co-Chairs, Vice-Chairs and Rapporteur; Reviews and adopts procedures for conducting the GEO process; reviews and adopts the scoping document of GEO assessments; and reviews and approves the summary for policy makers of GEO assessments.	SAP assesses the status of the depletion of the ozone layer and relevant atmospheric science issues. EEAP assesses the various effects of ozone layer depletion. TEAP provides technical information related to alternative controlled substances and technologies. Panel reports are presented to parties for their consideration and informed decision-making.	Given budgetary implications of convening meetings of the decision-making body, it may be appropriate to consider whether some functions can be carried out by the panel's administrative and scientific oversight body/bodies or by the Secretariat. In considering whether a function is suitable to such delegation, important to consider impacts on the panel's legitimacy.

Table 2

Summary Table: Relevant key features of science-policy interfaces' administrative and scientific oversight body/bodies

<i>Relevant key features of administrative and scientific oversight body/bodies</i>	<i>Science-policy interface</i>					<i>Comments</i>
	<i>IPCC⁹</i>	<i>IPBES¹⁰</i>	<i>IRP¹¹</i>	<i>GEO¹²</i>	<i>Montreal Protocol Assessment Panels¹³</i>	
Combined or separate	Combined	Separate	Separate	Separate	Combined	Separate approach employed by IPBES also taken up by IRP and GEO, points to acceptance of this approach.
Name of oversight body/bodies	Bureau (and Executive Committee)	<i>Bureau</i> : oversees administrative functions <i>Multidisciplinary Expert Panel (MEP)</i> : carries out scientific and technical functions	<i>Panel</i> is the scientific body of IRP, administrative oversight is provided by the <i>Steering Committee</i> which is also the IRP's decision-making body	<i>Intergovernmental and Multi-stakeholder Advisory Group (IMAG)</i> and <i>Multidisciplinary Expert Scientific Advisory Group (MESAG)</i>	Each assessment panel has a team of co-chairs overseeing and coordinating the panel's administrative and scientific work. The Secretariat also facilitates this work.	Identifying administrative oversight body as "Bureau" is in line with approach used in other settings. Name of scientific oversight body for panel might emphasize its interdisciplinary expert nature.

⁹ Relevant sources: IPCC. 2011. [Governance and Management: IPCC Executive Committee](#); IPCC. 2022. [Appendix C to the Principles Governing IPCC Work](#); Appendix C (Procedures For The Election Of The IPCC Bureau And Any Task Force Bureau) is available in UN languages at: <https://www.ipcc.ch/documentation/procedures/>.

¹⁰ Relevant sources: Resolution establishing IPBES, including its appendix I: Functions, operating principles and institutional arrangements of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. 2012; Rules of procedure: adopted in decision IPBES-1/1 and amended in decision IPBES-2/1 Paragraph 22 of report of IPBES 1(IPBES/1/12) for interim observer admission procedure.

¹¹ Relevant sources: IRP. 2016. [IRP Policies and Procedures](#).

¹² Relevant sources: [Global Environment Outlook \(GEO\): Intergovernmental and Expert-led Scientific Assessment Procedures](#); [UNEA Rules of Procedure](#).

¹³ Relevant sources: [Ozone Secretariat Science Pages](#); [Terms of reference of the TEAP and its technical options committees and temporary subsidiary bodies](#) (Annex to decision XXIV/8); Decision XXXI/8, paras. 3 and 5.

When nominating experts to the Panel, its technical options committees or its temporary subsidiary bodies, parties are requested to use the Panel's nomination form and associated guidelines so as to facilitate the submission of appropriate nominations, taking into account the matrix of needed expertise, and geographical and gender balance, in addition to the expertise needed to address new issues related to the Kigali Amendment, such as energy efficiency, safety standards and climate benefits.

Nominating parties are also urged to follow the terms of reference of the Panel, consult the Panel's co-chairs and refer to the matrix of needed expertise prior to making nominations for appointments to the Panel. When nominating experts to the Panel, its technical options committees or its temporary subsidiary bodies, parties are requested to use the Panel's nomination form and associated guidelines so as to facilitate the submission of appropriate nominations, taking into account the matrix of needed expertise, and geographical and gender balance, in addition to the expertise needed to address new issues related to the Kigali Amendment, such as energy efficiency, safety standards and climate benefits.

Nominating parties are also urged to follow the terms of reference of the Panel, consult the Panel's co-chairs and refer to the matrix of needed expertise prior to making nominations for appointments to the Panel.

Relevant key features of administrative and scientific oversight body/bodies	Science-policy interface					Comments
	IPCC ⁹	IPBES ¹⁰	IRP ¹¹	GEO ¹²	Montreal Protocol Assessment Panels ¹³	
Composition	Bureau for Seventh Assessment Cycle: 34 members. Executive Committee: 12 members and 5 advisory members	<i>Bureau</i> : 10 members <i>MEP</i> : 25 members	<i>Panel</i> : group of 35 to 40 eminent scientists and experts on sustainable resource management and sustainable development. <i>Steering Committee</i> : see Table 1	<i>IMAG</i> : 35 members <i>MESAG</i> : 30 members	Typically, 2-4 Co-Chairs per Panel (currently a total of 10 co-chairs across all three panels)	IPCC Executive Committee points to limitations of 35-40 member body and to advantages of smaller committees, especially in an intergovernmental context.
<i>Membership</i>	<i>Bureau</i> : IPCC Chair, three IPCC Vice Chairs, Co-Chairs of the three Working Groups and the Task Force on National Greenhouse Gas Inventories (TFI) and the members of the Bureau of each Working Group. <i>Executive Committee</i> : <u>Members</u> : IPCC Chair, IPCC Co-Chairs of Working Groups I, II and III and of the TFI, and IPCC Vice Chairs <u>Advisory Members</u> : Head of Secretariat, the four Heads of the Technical Support Units	<i>Bureau</i> : 10 members (two per UN region, taking into account the principle of geographical representation) elected from among members of the Platform. The Chair and four Vice-Chairs, one of whom acts as Rapporteur, selected with due consideration to scientific and technical expertise and selected from each of the five UN regions. <i>MEP</i> : Taking into account disciplinary and gender balance, each region will nominate five candidates for membership of the MEP.	Panel members serve in their individual capacity and not as representatives of organizations or governments.	<i>IMAG</i> : 25 Member State experts (5 per UN region) and 10 representatives from Major Groups and Stakeholders. <i>MESAG</i> : 30 members, including two Co-Chairs, two Vice Chairs and a Rapporteur and other nominated experts to ensure disciplinary and gender balance as well as balanced geographical representation across the five UN regions. Selected by the Executive Director, with the advice of IMAG.	Panel members serve in their individual capacity and not as representatives of organizations or governments. <i>SAP</i> : hundreds of experts; <i>EEAP</i> : about 30 experts; <i>TEAP</i> : about 18-22 members, including 2 or 3 TEAP co-chairs, 2-3 TOC co-chairs and 2-4 Senior Experts. Members selected taking into account gender and geographical balance. The overall goal is to achieve a representation of about 50 per cent for Article 5(1) (developing) parties in the TEAP and TOCs and appropriate representation of expertise.	Scientific oversight bodies emphasize members serving in their individual capacity. Geographical balance often first consideration in planning membership, gender and disciplinary balance may be secondary in practice. Different interpretations of geographic balance across science-policy interfaces.

<i>Relevant key features of administrative and scientific oversight body/bodies</i>	<i>Science-policy interface</i>					<i>Comments</i>
	<i>IPCC⁹</i>	<i>IPBES¹⁰</i>	<i>IRP¹¹</i>	<i>GEO¹²</i>	<i>Montreal Protocol Assessment Panels¹³</i>	
<i>Nomination process, terms</i>	Members of the Bureau should have appropriate scientific and technical qualifications and experience relevant to the work of the Bureau, as defined by the Panel	<i>Bureau:</i> All nominees for election, as the Chair and Vice-Chairs, need to have relevant expertise from agreed guidelines. The term of office of a Bureau member is 3 years with the opportunity for re-election for one consecutive term. <i>MEP:</i> MEP members are elected for their personal expertise and are not intended to represent any particular region. The term of office of all MEP members is 3 years with a possibility of re-election for one consecutive term.	Panel members serve a four-year term, renewable for up to two additional consecutive terms. The renewal of Panel member terms is staggered such that no more than one-third of the total membership is replaced each year.	<i>IMAG:</i> Nominated by Member States, members of specialised agencies, and UNEP-accredited Major Groups and Stakeholders. <i>MESAG:</i> Members act in their individual capacity and serve for the length of a GEO assessment cycle.	SAP, EEAP and TEAP co-chairs, as well as TEAP members (including TOC co-chairs and Senior Experts), are nominated by parties and endorsed by MOP decisions. TEAP members are appointed for up to 4 years, renewable. Nominations ¹⁴ of members to a TOC (other than TOC co-chairs) are made by individual parties or TEAP and TOC co-chairs suggest to individual parties experts to consider nominating. Nominations to a TSB can be made by the TEAP Co-chairs.	Nomination process important for achieving balance and inclusiveness goals. Consideration of term renewals, limits on renewals, and staggering of elections can be important for balancing the need for continuity and retaining institutional history with the need for membership rotation.
Modalities of work						
<i>Frequency of meetings</i>	Bureau meets at least once a year; Executive Committee meets on a regular basis.	<i>Bureau and MEP:</i> meet as necessary, usually twice per intersessional period. Efforts made to hold meetings of the Bureau and MEP concurrently or in association, where appropriate, to allow for a maximum complementarity and coordination of work, and cost savings.	As necessary, biannual meetings of IRP (including Panel and Steering Committee)	As necessary	SAP meets once every 4 years and in between as necessary; EEAP, and TEAP and its TOCs meet at least once a year and in between, as necessary.	Frequency of meetings may reflect the functions of the oversight body/bodies. Online meetings may aid in meeting budgetary constraints.
<i>Use of interpretation</i>	Bureau meetings have interpretation into all official UN languages	No interpretation at Bureau or MEP meetings	No interpretation at IRP meetings	No interpretation at MESAG or IMAG meetings	SAP, EEAP and TEAP operate in English only.	Prevailing norm, other than for IPCC, is for oversight bodies to operate in English only.

¹⁴ All nominations to TOCs and TSBs shall be made in full consultation with the national focal point of the relevant party. In appointing or re-appointing members of TEAP, the parties should ensure continuity, balance as well as a reasonable turnover.

Relevant key features of administrative and scientific oversight body/bodies	Science-policy interface					Comments
	IPCC ⁹	IPBES ¹⁰	IRP ¹¹	GEO ¹²	Montreal Protocol Assessment Panels ¹³	
Decision-making	“all best endeavours to reach consensus” ¹⁵	Take decisions on matters of substance by consensus	N/A	N/A	SAP, EEAP and TEAP reports developed through a consensus process; TEAP/TOC reports must reflect any minority views appropriately.	Prevailing norm of decision-making by consensus.
Functions (selected)	<i>Bureau:</i> advises the Panel and the Chair of the IPCC on a range of issues including the Programme of Work and application of Procedures and Guidelines governing IPCC work. The Bureau also functions in the role of an Editorial Board in finalizing Technical Papers. The <i>Executive Committee:</i> addresses urgent issues that require prompt attention by the IPCC between Panel sessions; and oversees the response to possible errors in IPCC products.	<i>Bureau:</i> addresses work programme requests; monitors the secretariat’s performance; reviews observance of rules and procedures, including financial rules; identifies donors and develops partnership arrangements. <i>MEP:</i> provides advice to Plenary on scientific and technical aspects of programme of work and on technical and/or scientific communication matters; manages the Platform’s peer-review process; engages the scientific community and other knowledge holder.	<i>Panel</i> carries out scientific scoping work for the strategic planning exercise and contributes to the development of the Work Programme; prepares, reviews and approves the terms of reference of scientific studies and assessments; recommends candidates for Panel members, Panel Co-Chairs, Working Group members, Review Editors and Expert Reviewers; participates in the Group of Scientific Reviewers for the appointment of new Panel members and renewal of existing ones.	<i>IMAG:</i> provides policy guidance <i>MESAG:</i> Oversees the scientific integrity of the entire GEO process, provides scientific oversight and advice on the selection of authors, fellows and review editors and represents the GEO process at key science events.	At the request of the parties: <i>SAP</i> provides information on the status of the depletion of the ozone layer and relevant atmospheric science issues; <i>EEAP</i> assesses the various effects of ozone layer depletion. <i>TEAP</i> provides technical information related to alternative controlled substances and technologies that have been investigated and employed to make it possible to virtually eliminate use of Ozone Depleting Substances and HFCs, that harm both the ozone layer and the climate.	Common administrative oversight functions include: oversight of Secretariat; oversight/review of financial rules and budget reports; and issues related to work programme requests. Common scientific oversight functions include: oversight of peer review process for preparation of deliverables; participation in identifying experts to serve in other bodies of the science-policy interface; and outreach to expert and scientific community. Functions of the oversight body/bodies may also include specific tasks agreed under work processes and procedures for the panel.

¹⁵ More details in Rule 10 of Principles Governing IPCC Work.

Table 3

Summary Table: Relevant key features of select other bodies undertaking or supporting the science-policy interface's work

Relevant key features of select other bodies undertaking or supporting the interface's work	Science-policy interface					Comments
	IPCC ¹⁶	IPBES ¹⁷	IRP ¹⁸	GEO ¹⁹	Montreal Protocol Assessment Panels ²⁰	
Examples of select bodies	Working groups, task forces, committees	Expert groups and task forces, committees	IRP Working Groups	Author teams and task forces	TEAP TOCs and temporary subsidiary bodies (TSBs) such as task forces	Some institutional arrangements specify the establishment of other bodies (in addition to decision-making and oversight bodies), others include the establishment of additional bodies under functions of decision-making and/or oversight bodies.
Composition	<i>Working Groups (WGs) and Task Forces (TFs):</i> Made up of experts nominated by governments and observer organizations. Bureau of relevant WG or TF selects experts "taking into account the range of scientific, technical and socio-	<i>Expert Groups:</i> (such as: <i>Expert groups to deliver a scoping report</i>): scientists from all relevant disciplines, indigenous and local knowledge experts, policy practitioners, and experts from all relevant stakeholder groups. ²¹	Each <i>Working Group</i> consists of Panel members and external experts with expertise in a field relevant to the scientific study and assessment it will develop. Each <i>Working Group</i> includes Lead Author(s) and	<i>Author Teams</i> consist of two co-chairs, two vice-chairs, a rapporteur, coordinating lead authors, lead authors, contributing authors and fellows. Their selection is decided on by the Executive	Each <i>TOC</i> (sector specific) consists of about 20 to 40 members (about 150 members in total). The <i>TOC</i> members are appointed by the <i>TOC</i> co-chairs, in consultation with TEAP, for a period of no more than four years. <i>TOC</i> members may be re-appointed	Composition of a body often a reflection of both the body's functions and the science-policy interface's principles.

¹⁶ Relevant sources: IPCC Conflict of Interest Policy (available in all UN languages at: <https://www.ipcc.ch/documentation/procedures/>); IPCC. 2022. [Appendix C to the Principles Governing IPCC Work](#); Appendix C (Procedures For The Election Of The IPCC Bureau And Any Task Force Bureau) is available in UN languages at: <https://www.ipcc.ch/documentation/procedures/>; [Method of working of the COI Committee](#).

¹⁷ Relevant sources: [Decision IPBES-7/1: Rolling work programme of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services up to 2030](#); [Decision IPBES-3/3: Procedures for the preparation of Platform deliverables](#); [Conflict of interest policy and implementation procedures](#) (Decision IPBES3/3).

¹⁸ Relevant sources: IRP. 2016. [IRP Policies and Procedures](#).

¹⁹ Relevant sources: [Global Environment Outlook \(GEO\): Intergovernmental and Expert-led Scientific Assessment Procedures](#); [UNEA Rules of Procedure](#).

²⁰ Relevant sources: [Ozone Secretariat Science Pages](#); [Terms of reference of the TEAP and its technical options committees and temporary subsidiary bodies](#) (Annex to decision XXIV/8).

²¹ Under the rolling work programme adopted in Decision IPBES 7/1 in 2019, each of the task forces sets out a similar composition: up to 14 members covering the five UN regions, including: (a) up to 4 members of the Bureau and MEP; (b) representatives of qualified national, regional and international scientific organizations, centres of excellence and institutions, including experts on indigenous and local knowledge, which are known for their work and expertise on issues related to the mandate of the task force and are existing or prospective partners or collaborative supporters in the capacity-building activities of IPBES; and (c) recognized individual experts, including indigenous and local knowledge experts,

Relevant key features of select other bodies undertaking or supporting the interface's work	Science-policy interface					Comments
	IPCC ¹⁶	IPBES ¹⁷	IRP ¹⁸	GEO ¹⁹	Montreal Protocol Assessment Panels ²⁰	
	economic views and backgrounds, as well as geographical and gender balance” <i>Conflict of Interest (COI) Committee</i> : comprising all elected members of the Executive Committee and two additional members with appropriate legal expertise appointed by UNEP and WMO; All members of the COI Committee participate in its work in their personal capacity and cannot be represented by other persons.	<i>Committee on Conflicts of Interest (COI)</i> : three elected members from the Bureau, including one of the Bureau vice-chairs as chair, and five members, one per UN region, selected by the Bureau. One additional member with appropriate legal expertise from, and appointed by, UNEP	Contributing Author(s). Due acknowledgement of all members will be included in the final publication of the scientific study and assessment. <i>Working Group</i> members serve in their individual capacity and not as representatives of organizations or governments.	Director with the advice of the IMAG. Task Forces can guide the development and implementation of methodologies and the undertaking of functions other than assessments, such as capacity building. Their establishment will be decided on by the Executive Director with the advice of the IMAG and MESAG.	following the procedure for nominations for additional periods of up to four years each. All nominations to TOCs and TSBs shall be made in full consultation with the national focal point of the relevant party.	
Modalities of work						
<i>Mode and frequency of meetings</i>	<i>WGs and TFs</i> : set by schedule of preparation of deliverables under each assessment cycle <i>COI Committee</i> : meets at least once a year in advance of the IPCC Session, and in person or otherwise as often as required.	<i>Expert groups and task forces</i> : as needed <i>Committee on COI</i> : meets by teleconference as necessary. If a physical meeting is needed, it will be held before or after regular Bureau meetings.	<i>Working Group</i> meetings will be organized in cooperation and consultation with the Secretariat.	According to timeline set for GEO-7, with projected launch of GEO-7 at UNEA in February 2026. ²²	<i>TOCs and TSBs</i> : TOCs meet at least once a year. Additionally, TOCs and TSBs meet as required by work set out by the MOP and based on schedule of both MOP and Open Ended Working Group (OEWG) meetings	Many of these other bodies rely on online meetings to carry out their work, yet the scientific and technical nature of their mandates may warrant in-person meetings at some stages of their work, including for example workshops. These other bodies typically work in English only.

on matters related to the mandate of the task force. These provisions point to an evolution from Decision IPBES 2/5 in 2013 which sets out the composition of the task force on capacity building as comprising “two Bureau members and three members of the Multidisciplinary Expert Panel, between them covering the five United Nations regions, and up to 20 additional experts on capacity-building”.

²² See expected meeting frequency set out in [GEO-7 Timeline](#).

Relevant key features of select other bodies undertaking or supporting the interface's work	Science-policy interface					Comments
	IPCC ¹⁶	IPBES ¹⁷	IRP ¹⁸	GEO ¹⁹	Montreal Protocol Assessment Panels ²⁰	
<i>Procedures</i>	<i>WGs</i>: in line with procedures for clearing products/outputs²³ <i>COI Committee</i>: members of the Committee are expected to reach consensus. If, exceptionally on matters of particular urgency, consensus is not possible, the Chair may take the final decision, having regard to the weight of opinion in the COI Committee.	<i>Task Force on Capacity Building</i>: Products of the task force deliverables be reviewed by the Bureau and the MEP and forwarded to the Plenary for its information and consideration. <i>Committee on Conflicts of Interest (COI)</i>: members of the Committee are expected to reach consensus. If it cannot be reached, exceptionally, on matters of particular urgency, the chair of the Committee may take a final decision with due regard to the weight of opinion expressed in the Committee.	Approval process for studies and assessments requires, after external review: submission to the Steering Committee for input and recommendations and to the Panel for approval as "ready for publication". The approval requires the agreement of two-thirds of the total number of Panel members (excluding members involved in the preparation of the report).	Procedures set out process for preparation of comprehensive and thematic assessments set out a collective and iterative process	Reports of TEAP/TOCs developed through a consensus process; reports must reflect any minority views appropriately.	Specific procedures and terms of reference for other bodies of a science-policy interface are typically elaborated at the time of a body's establishment.
Functions (selected)	<i>TF on National Greenhouse Gas Inventories (TFI)</i>: develops and refines an internationally-agreed methodology and software for the calculation and reporting of national GHG emissions and removals <i>COI committee</i>: determining whether	<i>Task Force on Capacity Building</i>: oversees and take part in the implementation of the capacity-building deliverables; guides the secretariat, including the dedicated technical support unit, in implementing the capacity-building rolling plan.	IRP Working Groups are created to develop scientific studies and assessments for consideration and approval by the Panel, as per the objective and principles of IRP.	Author teams are constituted for the undertaking of time-bound assessments in accordance with the adopted scope (design). Task Forces guide the development and implementation of methodologies and the undertaking of functions other than	TOCs and TSBs (e.g., task forces) provide information on a broad range of issues related to alternative controlled substances and technologies including, if applicable, recommendations related to critical or essential use nominations for	Functions of these other bodies may be tied to the delivery of a specific function of the panel (eg: IPCC Working Groups undertaking assessments) while others may address cross-cutting needs (eg: COI committees of IPCC and IPBES).

²³ These processes are discussed in detail in UNEP/SPP-CWP/OEWG.2/6.

<i>Relevant key features of select other bodies undertaking or supporting the interface's work</i>	<i>Science-policy interface</i>					<i>Comments</i>
	<i>IPCC¹⁶</i>	<i>IPBES¹⁷</i>	<i>IRP¹⁸</i>	<i>GEO¹⁹</i>	<i>Montreal Protocol Assessment Panels²⁰</i>	
	members of the IPCC Bureau, and TFI Bureau have COIs; determining COI cases referred to it by the WG or TF Bureaux; reviewing the WG or TF Bureaux decisions in respect of conflict-of-interest issues.	<i>Committee on Conflicts of Interest (COI):</i> implementing IPBES Conflicts of Interest policy and determining conflict of interest cases referred to it by the Bureau of the Platform.		assessments, such as capacity building	exemptions submitted by parties.	

Table 4

Summary Table: Relevant key features of science-policy interface's technical support units

<i>Relevant key features of technical support units</i>	<i>Science-policy interface</i>					<i>Comments</i>
	<i>IPCC²⁴</i>	<i>IPBES²⁵</i>	<i>IRP²⁶</i>	<i>GEO²⁷</i>	<i>Montreal Protocol Assessment Panels²⁸</i>	
Composition	TSU office hosted by one or more countries/organizations; staffed by hosting organization. During IPCC's 6 th assessment cycle, TSU size ranged from 5 to 26 staff ²⁹	TSU office hosted by one or more countries/organizations; TSUs staffed by hosting organization. Existing TSUs range in size from 3-5 staff including TSU head.	N/A	Provision for both TSUs and Collaborating Centers (CC). Neither yet established for GEO-7. Call for collaborating centres issued on 30 November 2022.	N/A	TSUs are time-limited and staffed by the hosting organization and provide essential support to a subsidiary body of the science-policy interface.
Modalities of Work	TSU hosting institution hires, assigns and supervises staffing. TSU work typically in close coordination with co-chairs of working group/task force and Bureau.	TSU hosting institution hires, assigns and supervises staffing. TSUs work typically in close coordination with co-chairs of expert group/task force.	N/A	TSUs "work under contract with the nominating Member State and under the supervision of the UNEP Secretariat." TSUs "provide in-kind support to the process but could also receive agreed financial support." GEO also provides for Collaborating Centres (CCs), most likely established within institutions through an MOU with UNEP.	N/A	Modalities of work of the TSUs themselves vary according to the hosting government/institution. Experience with TSUs points to the importance of clearly defining TSU roles and providing means of ensuring institutional continuity. ³⁰

²⁴ Relevant sources: [Governance and Management: Functions of the IPCC Secretariat and Technical Support Units](#) (2012); 1989 MOU between UNEP and WMO.

²⁵ Relevant sources: [Decision IPBES/1/4 administrative and institutional arrangements](#); [Decision IPBES/2/8](#); [Rules of Procedure for sessions of the Plenary](#); [Institutional Arrangements for IPBES](#); IPBES Secretariat Website.

²⁶ Relevant sources: IRP. 2016. [IRP Policies and Procedures](#).

²⁷ Relevant sources: [Global Environment Outlook \(GEO\): Intergovernmental and Expert-led Scientific Assessment Procedures](#).

²⁸ Relevant sources: [Ozone Secretariat Science Pages](#); [Terms of reference of the TEAP and its technical options committees and temporary subsidiary bodies](#) (Annex to decision XXIV/8); Decision XXXI/8, paras. 3 and 5; Article 7 of the Vienna Convention and Article 12 of the Montreal Protocol.

²⁹ TSU staff info based on participant lists included in reports of IPCC Sessions 54 to 58.

³⁰ See 2022 "Working Group Co-Chairs' Perspectives on Lessons Learned from AR6" ([IPCC-LVII/INF.12](#)) and 2019 Report on the review of the Platform at the end of its first work programme ([IPBES/7/INF/18](#)), prepared by a review panel appointed according to IPBES decision 5/2; the executive summary, findings and recommendations of the review panel ([IPBES/7/5](#)); responses to the review panel's report by the Multidisciplinary Expert Panel and the Bureau ([IPBES/7/INF/19](#)) and by the IPBES Executive Secretary ([IPBES/7/INF/20](#)); and the 2017 Report of the internal review team ([IPBES/6/INF/32](#)).

<i>Relevant key features of technical support units</i>	<i>Science-policy interface</i>					<i>Comments</i>
	<i>IPCC²⁴</i>	<i>IPBES²⁵</i>	<i>IRP²⁶</i>	<i>GEO²⁷</i>	<i>Montreal Protocol Assessment Panels²⁸</i>	
				CCs provide expert support needed that may not be available within the Secretariat (e.g., translations, identifying emerging issues, outreach, providing regionally relevant data).		
Functions (selected)	“Provide scientific, technical and organizational support and support the Co-Chairs and Bureaux in the preparation and production of all relevant IPCC products” “Contribute to the implementation of the IPCC Protocol for addressing errors, the IPCC Communication Strategy and the Conflict of Interest Policy” “Participate, through their TSU heads, in the IPCC Executive Committee as Advisory Members”	TSUs “coordinate and support work of expert group or task force” ³¹	N/A	Currently seeking partnerships with CCs from all regions of the world, specifically for (but not limited to these technical areas): Developing scenarios and modelling of solutions pathways; Providing scientific information and expertise for respective regional/sub regional and/or thematic areas; Providing support for capacity-building, knowledge generation and policymaking at global, regional and national levels; Outreach and communication support for disseminating findings.	N/A	Functions of the TSU typically align with the science-policy interfaces needs, with an emphasis on support that is not already provided by the secretariat.

³¹ Decision IPBES-7/1: Rolling work programme of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services up to 2030.

Table 5
Summary Table: Relevant key features of science-policy interface's secretariat

Relevant key features of secretariat	Science-policy interface					Comments
	IPCC ³²	IPBES ³³	IRP ³⁴	GEO ³⁵	Montreal Protocol Assessment Panels ³⁶	
Secretariat	IPCC Secretariat	IPBES Secretariat	IRP Secretariat	UNEP	Ozone Secretariat	
Composition³⁷ Secretariat	14 Members of staff and 4 interns ³⁸ ; led by Secretary	23 Members of staff ³⁹ , led by Executive Secretary	7 Members of staff and 2 interns ⁴⁰ led by Head of Secretariat	N/A	17 members of staff, 1 Junior Professional Officer (JPO), 2 UN Volunteers, 1 intern and 1 consultant; led by Executive Secretary	Composition of secretariat, may, depending on the hosting arrangements, include in-kind staffing contribution from host/partner organization.
Modalities of work Hosting arrangements	Joint UNEP/WMO Secretariat located in WMO building in Geneva, Switzerland.	Located in Bonn, Germany; Secretariat provided by UNEP and is "solely accountable to the IPBES Plenary on policy and programmatic matters".	Located in Paris, France; hosted by UNEP.	Located in Nairobi, Kenya. The Executive Director of UNEP provides the Secretariat for the GEO process as part of UNEP's science-policy interface.	Located in Nairobi, Kenya and housed within UNEP.	These examples illustrate a variety of hosting arrangements that provide different levels of independence and also point to varied means of benefiting from the existing infrastructure of an intergovernmental organisation (including for example financial rules and human resource provisions)

³² Relevant sources: [Governance and Management: Functions of the IPCC Secretariat and Technical Support Units](#) (2012); [1989 MOU between UNEP and WMO](#).

³³ Relevant sources: [Decision IPBES/1/4 administrative and institutional arrangements](#); [Decision IPBES/2/8](#); [Rules of Procedure for sessions of the Plenary](#); [Institutional Arrangements for IPBES](#); IPBES Secretariat Website.

³⁴ Relevant sources: IRP. 2016. [IRP Policies and Procedures](#).

³⁵ Relevant sources: [Global Environment Outlook \(GEO\): Intergovernmental and Expert-led Scientific Assessment Procedures](#).

³⁶ Relevant sources: [Ozone Secretariat Science Pages](#); [Terms of reference of the TEAP and its technical options committees and temporary subsidiary bodies](#) (Annex to decision XXIV/8); Decision XXXI/8, paras. 3 and 5; Article 7 of the Vienna Convention and Article 12 of the Montreal Protocol.

³⁷ Composition of UNEP as a whole are not noted in this table as it provides services beyond those of the secretariat for an independent science-policy interface.

³⁸ From [IPCC Secretariat website](#), accessed: 12 August 2023.

³⁹ From [IPBES Secretariat website](#), accessed: 12 August 2023.

⁴⁰ From [IRP Secretariat website](#), accessed: 12 August 2023.

<i>Relevant key features of secretariat</i>	<i>Science-policy interface</i>					<i>Comments</i>
	<i>IPCC³²</i>	<i>IPBES³³</i>	<i>IRP³⁴</i>	<i>GEO³⁵</i>	<i>Montreal Protocol Assessment Panels³⁶</i>	
Functions (selected)	Supports Panel, Chair, Executive Committee, Bureaux; Manages the IPCC Trust Fund; Organises and prepares IPCC sessions and meetings; Supports Working Groups and Task Forces; Provides information management; Contributes to implementing protocols/strategies/policies; Promotes and maintains cooperation with UN system and liaises with two parent organizations: WMO and UNEP	Organizes meetings and provides administrative support for meetings; assists members of Plenary, Bureau and MEP; Disseminates public information and assists in outreach activities; Prepares draft budget, manages trust fund and prepares necessary financial reports; Assists in mobilization of financial resources.	Coordinates administrative and operational functions of IRP. Organizes meetings; invites new members; prepares proposals for strategic direction and work plans; organizes internal and external peer reviews for each assessment report; as well as editing and publication, and conducting communication and dissemination activities.	Provides the administrative and technical support needed for the governance and implementation structures set out in the GEO procedures. Provides day-to-day management and administration of processes, budgets and funds needed for implementation of GEO procedures.	Provides institutional advice and administrative support to the panels (including financial meeting support to experts from developing countries) and conducts communication and dissemination activities.	Common functions include preparing and supporting meetings of the decision-making body and any other bodies of the science-policy interface; and preparing budgets and managing financial arrangements. Secretariats may also undertake functions aimed at supporting specific functions of the science-policy interface, such as for example facilitating information sharing.

Table 6

Summary Table: Relevant key features of science-policy interface's financial arrangements

<i>Relevant key features of financial arrangements</i>	<i>Science-policy interface</i>					<i>Comments</i>
	<i>IPCC⁴¹</i>	<i>IPBES⁴²</i>	<i>IRP⁴³</i>	<i>GEO⁴⁴</i>	<i>Montreal Protocol Assessment Panels⁴⁵</i>	
Composition <i>Name of fund</i>	IPCC Trust Fund	IPBES Trust Fund	UNEP Environment Fund, extrabudgetary funding	UNEP Environment Fund, extrabudgetary funding	Montreal Protocol Trust Fund and voluntary contributions by parties	
Modalities of work <i>Administration arrangements</i>	Fund administered, by mutual agreement between the WMO and UNEP, under the Financial Regulations of the WMO	All cash contributions paid into the bank account designated by UNEP	UNEP	As part of Secretariat functions, UNEP Executive Director provides day-to-day management and administration of budgets and funds needed for the implementation of the GEO procedures.	Panels are supported through the budget process of the Montreal Protocol, set by Parties to the Protocol and administered by the Ozone Secretariat.	These examples point to the practice of science-policy interfaces delegating fund administration to an intergovernmental organization.
<i>Budget process</i>	Secretary prepares budget in consultation with co-Chairs of the working groups and TFI (due 60 days before plenary session), Panel adopts budget by consensus. Panel establishes a Financial Task Team (FiTT) for each assessment cycle. FiTT considers the budget, then makes recommendations and the decisions on the budget are taken by the Panel's plenary session.	In consultation with the Bureau, the Secretariat prepares a proposal for the budget. Budgets must be adopted by consensus by Plenary prior to the commencement of the periods that they cover.	Secretariat prepares budget proposals; Steering Committee endorses budget and provides recommendations for the mobilization of resources.	IMAG provides advice on the development of a flexible, multi-year workplan and timebound budget, setting out a programme of activities, such as assessments and support services.	Secretariat prepares budget for review and approval by the Meeting of the Parties to the Montreal Protocol. Relevant budget includes panel meetings and the participation in panels of experts from developing country parties. Participation of some developed country experts is funded through voluntary contributions.	The budget process is closely aligned with the setting and approval of the work programme and the prioritization of activities within that work programme. There is some variation across science-policy interfaces as to what is covered under financial arrangements, notably whether experts' cost of participation in meetings is covered, and how.

⁴¹ Relevant sources: [Appendix B to the Principles Governing IPCC Work](#)⁴¹ (1996, revised 2011), ; [1989 MOU between UNEP and WMO](#).

⁴² Relevant sources: Resolution establishing IPBES, including its appendix I: Functions, operating principles and institutional arrangements of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. 2012; [Consolidated financial procedures](#) (IPBES decisions 2/7 and 3/2) .

⁴³ Relevant sources: IRP. 2016. [IRP Policies and Procedures](#).

⁴⁴ Relevant sources: [Global Environment Outlook \(GEO\): Intergovernmental and Expert-led Scientific Assessment Procedures](#); [UNEA Rules of Procedure](#).

⁴⁵ Relevant sources: [Ozone Secretariat Science Pages](#); [Terms of reference of the TEAP and its technical options committees and temporary subsidiary bodies](#) (Annex to decision XXIV/8); Annual budget documents posted on the meeting portals of the respective MOP meetings.

Relevant key features of financial arrangements	Science-policy interface					Comments
	IPCC ⁴¹	IPBES ⁴²	IRP ⁴³	GEO ⁴⁴	Montreal Protocol Assessment Panels ⁴⁵	
<i>Contributions</i>	WMO (person-year costs of Secretary, cost of housing IPCC Secretariat, annual cash contributions) UNEP (person year costs of Deputy Secretary, annual cash contributions) UNFCCC (annual cash contributions) IPCC members (in-kind contributions) Other cash and in-kind contributions <i>Sub-paragraphs in Appendix B on annual cash contributions by IPCC Members are to be treated as if in square brackets</i>	Open to voluntary contributions from all sources, including Governments, UN bodies, the Global Environment Facility (GEF), other IGOs and other stakeholders, such as the private sector and foundations. The resources of the Platform consist of: costs of any staff seconded to the secretariat; costs of housing the secretariat, provided by Germany; voluntary cash contributions provided by members of the Platform and other contributors to the Trust Fund; in-kind contributions.	The operation of the IRP relies on voluntary contributions by Steering Committee members and other donors from public and private sources. Steering Committee members from OECD countries provide annual financial contributions to the IRP. May also provide in-kind contributions to the IRP. Steering Committee members from non-OECD countries “shall strive to provide annual financial or in-kind contributions to the IRP in accordance with their capacities.”	N/A	Contributions by parties based on the UN scale of assessment and voluntary contributions by parties to the Montreal Protocol	There are varied sources of contributions, across these science-policy interfaces member governments have provided the bulk of resources, followed by IGOs. These examples also point to ongoing efforts to broaden sources of contributions, including from the private sector, foundations and civil society,
<i>Are there limits on contributions?</i>	N/A	The amount of contributions from private sources must not exceed the amount of contributions from public sources in any biennium. ⁴⁶	The amount of contributions received from private sources must not exceed the amount of contributions received from public sources per year.	N/A	No contribution is expected from parties whose scale of assessment is less than 0.1%.	In the light of efforts to broaden funding sources, attention must be paid to concerns over institutional conflicts of interest and potential harm to the interface’s credibility and legitimacy. Such contributions thus typically benefit from safeguards and oversight, including transparency.

⁴⁶ Additional contributions for specific activities approved by the Plenary may be accepted. Single contributions in excess of USD 300,000 per contributor per activity require approval by the Plenary. Single contributions not exceeding USD 300,000 per contributor per activity require approval by the Bureau.

<i>Relevant key features of financial arrangements</i>	<i>Science-policy interface</i>					<i>Comments</i>
	<i>IPCC⁴¹</i>	<i>IPBES⁴²</i>	<i>IRP⁴³</i>	<i>GEO⁴⁴</i>	<i>Montreal Protocol Assessment Panels⁴⁵</i>	
<i>In kind contributions</i>	In-kind contributions include “support for Technical Support Units, publications, translation, meetings, workshops, etc.”	In-kind contributions from Governments, the scientific community, other knowledge holders and stakeholders will be key to the success of the implementation of the work programme. In-kind contributions will not orient the work of the Platform, and will be consistent with the functions, operating principles and institutional arrangements of the Platform.	In-kind contributions comprise support to the development of scientific studies and assessments (expertise, data and case studies); hosting IRP biannual meetings and expert workshops, Working Group meetings, outreach and capacity development events; translating scientific studies and assessments; among others.	TSUs and Collaborating Centers provide in-kind support	In-kind contributions comprise support for the development of scientific reports and assessments	In-kind contributions play an essential role in these science-policy interfaces. In addition to the in-kind contributions by entities such as technical support units, the in-kind contribution of knowledge holders also are key to the success of a science-policy interface.